

juillet 2010

VENEZUELA
NI VICTOIRE NI DEFAITE : LE CHAVISME EN CRISE

THOMAS POSADO

Politologue, collaborateur de la revue *Recherches internationales*

Le dimanche 26 septembre, les élections législatives ont renouvelé au parti d'Hugo Chávez, le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), et à ses alliés une majorité nette de 98 députés sur un total de 165. Pourtant, les journaux liés à l'élite économique mondiale comme le *Financial Times* londonien ou le *Wall Street Journal* new-yorkais ont parlé de revers. À l'inverse, Hugo Chávez se félicite d'une victoire « large et indiscutable ». Défaite ou victoire ?

Un coussin électoral en voie d'effritement

Obtenir une majorité de trois cinquièmes des sièges ne saurait être qualifié de défaite. Toutefois, l'objectif annoncé de conserver les deux tiers de l'Assemblée Nationale n'a pas été atteint. La comptabilisation des votes nationaux montre que la coalition chaviste n'a pas obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés (48,53 %), à peine plus d'un point que l'opposition organisée au gouvernement (47,17 %). Depuis les élections présidentielles de décembre 2006, la différence de pourcentage a fondu de 26 à 1 point. Il n'est donc pas possible de parler de victoire.

L'opposition au président vénézuélien a prétendu avoir remporté les élections en rassemblant 52 % des suffrages. Cette analyse est inexacte et se base sur un amalgame un peu rapide entre les forces d'opposition et les petites organisations politiques indépendantes à la fois du chavisme et de l'opposition. Hugo Chávez a maintenu scrupuleusement la légalité démocratique. Toutefois, la réforme de la loi électorale en 2009 a permis au gouvernement de disposer d'une majorité plus large que la représentation proportionnelle ne lui aurait accordé. La surreprésentation des Etats peu peuplés, traditionnellement acquis au chavisme, la surreprésentation des majorités la modification du contour des circonscriptions électorales ont permis au chavisme d'accroître sa marge de victoire. Si les zones rurales maintiennent leur confiance à Chávez, si les classes moyennes aisées et les classes dominantes soutiennent toujours l'opposition, le « peuple des *barrios* » se désaffilie progressivement du chavisme. Ainsi, les deux municipalités les plus populaires de Caracas (Libertador et Sucre) qui avaient voté majoritairement pour Hugo Chávez lors des élections présidentielles de décembre 2006, ont accordé davantage de suffrages à l'opposition le mois dernier.

L'élection d'Hugo Chávez en 1998 est le résultat d'une crise économique, sociale et politique profonde. Durant les deux décennies précédant son arrivée au pouvoir, le PIB par habitant diminue de 20 %, les investissements chutent de plus de 40 %, l'inflation multiplie les prix par 9, le secteur informel augmente aux dépens du secteur public. À prix constants, les revenus sont divisés par trois. La part des salaires dans le revenu national diminue de cinq points. Les inégalités augmentent et toutes les études montrent une augmentation de la pauvreté. Les réformes d'inspiration néo-libérale promues par les gouvernements sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens aggravent les conditions de vie des plus modestes. En février 1989, la vague de révolte, le *Caracazo*, succédant au plan de réformes co-signé avec le FMI, est réprimée, provoquant plusieurs milliers de morts. La base sociale du chavisme est majoritairement constituée de ces classes populaires exclues du système politique précédant.

Leur soutien inconditionnel au gouvernement a permis de déjouer l'ensemble des tentatives insurrectionnelles de l'opposition : coup d'Etat militaire en avril 2002, paralysie économique du pays en décembre 2002 – janvier 2003, référendum révocatoire d'août 2004. Hugo Chávez met en place des « missions » permettant de développer un réseau gratuit d'éducation, de santé publique et d'alimentation dans les quartiers populaires. Les indicateurs sociaux s'améliorent rapidement. En décembre 2006, Hugo Chávez est réélu président de la République avec 62,85 % des suffrages exprimés et une abstention de 25 %. Aucun président vénézuélien n'avait obtenu une victoire aussi large. Depuis cette élection, une réforme constitutionnelle a été rejetée par une courte majorité d'électeurs. Le chavisme a gagné une large majorité des régions et des mairies aux élections locales, mais a perdu les trois Etats les plus peuplés du pays (Zulia, Carabobo et Miranda) et la mairie de Caracas. Cet affaiblissement électoral général et le divorce croissant avec les classes populaires sont les symptômes d'une crise du chavisme dont il s'agit de préciser les causes.

Les raisons de la crise du chavisme

Celles-ci sont multiples. Certaines d'entre elles sont externes. Ainsi, la crise économique mondiale a brutalement ralenti la croissance vénézuélienne, avec une récession de deux ans. Durant l'année 2008, le cours du pétrole a été divisé par trois. Au début de l'année 2010, une longue sécheresse a provoqué des pénuries dans le pays. Durant plusieurs mois, l'eau et l'électricité ont été rationnées. Toutefois, il serait toutefois erroné de résumer la crise du chavisme à des facteurs externes. Le gouvernement n'a pas réussi à résoudre deux fléaux anciens de la société vénézuélienne : l'insécurité et la corruption. L'opposition utilise ces thématiques avec le même électoralisme que la droite européenne. La thématique de la redistribution des richesses émerge à nouveau. D'une part, une « boli-bourgeoisie » dont l'influence grandit au sein du gouvernement se forme, le gouvernement a racheté pour plus de 8,6 milliards de dollars d'entreprises diverses. D'autre part, le gouvernement n'a pas su maintenir les missions au niveau atteint durant les années précédentes. Au printemps dernier, 130 000 tonnes de nourriture pourrie, une quantité suffisante pour alimenter la population vénézuélienne pendant un mois, ont été découvertes.

Pourtant, depuis janvier 2005, Hugo Chávez promet de construire le « socialisme du XXI^{ème} siècle ». Le Venezuela constitue un paradoxe où la radicalisation rhétorique ne s'est pas accompagnée d'améliorations conséquentes pour les travailleurs. De 2004 à 2006, des entreprises ont été mises en co-gestion, semblant définir l'embryon du modèle d'entreprise socialiste. À l'exception notable de SIDOR, le gouvernement ne cède plus aux pressions ouvrières pour la nationalisation de leur entreprise comme dans le cas de Sanitarios Maracay. À Mitsubichi, deux travailleurs en lutte contre les menaces de licenciement ont été assassinés par la police de l'Etat régional dont le gouverneur est membre du PSUV. Dans cette région, à la surprise générale, le PSUV a subi une grave défaite aux élections de septembre dernier, n'obtenant qu'un des huit sièges en lice. La principale centrale syndicale chaviste, l'UNT, établit un lien de causalité entre les deux faits. Plus généralement, la diminution de la répression des manifestations pacifiques, tendance forte depuis 1999, s'est arrêtée. Les trois dernières années (2007, 2008 et 2009) sont, selon l'organisation non-gouvernementale PROVEA, les années où les manifestations pacifiques ont été les plus nombreuses depuis l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir. Ce sont aussi les trois années où la proportion de manifestations réprimées est la plus forte. Les assassinats ciblés de dirigeants syndicaux par des mercenaires se sont multipliés, dans une relative impunité. Un phénomène nouveau apparaît : la criminalisation de l'action syndicale. 2 400 personnes sont aujourd'hui soumises au régime de présentations au Tribunal pour participation à une manifestation ou autre activité revendicative. Rubén González est l'un des cas les plus emblématiques de cette dérive.

Militant du PSUV, il est emprisonné depuis dix mois pour avoir dirigé une grève.

Le gouvernement d'Hugo Chávez a réussi à obtenir la reconduction d'une majorité à l'Assemblée Nationale, au prix de manipulations électorales. S'il s'agissait d'un gouvernement « normal » dans un contexte de démocratie libérale représentative avec alternance de partis, nous pourrions évaluer ces résultats électoraux dans des termes plus positifs. Après onze années de gouvernement, en dépit de l'usure du pouvoir, le gouvernement conserve le soutien de la moitié de la population du pays. Cependant, si l'objectif du processus bolivarien reste la transformation de la société, d'un projet correspondant aux intérêts de la majorité de la population, la lecture est nécessairement différente. Si le gouvernement maintient la perspective d'une société d'émancipation pour les classes populaires, il ne peut se contenter d'une majorité étriquée. Une réorientation drastique du projet politique et une sortie des carcans d'une économie rentière semble nécessaire.

Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue *Recherches internationales* à laquelle collaborent de nombreux universitaires ou chercheurs et qui a pour champ d'analyse les grandes questions qui bouleversent le monde aujourd'hui, les enjeux de la mondialisation, les luttes de solidarité qui se nouent et apparaissent de plus en plus indissociables de ce qui se passe dans chaque pays.

6, av. Mathurin Moreau; 75167 Paris Cedex 19

01 42 17 45 27 recherinter@internatif.org

<http://www.recherches-internationales.fr/index.html>

Abonnements 4 numéros par an : 55 Euros, Étranger 75 Euros